



Du religieux dans la diplomatie

PAR NICOLAS KAZARIAN

chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

Le diplomate, le soldat, le juge et aussi le prêtre !

S'IL NE FAIT plus vraiment de doute que la religion est une dimension, parmi d'autres, de la diplomatie mondiale, en déterminer les espaces particuliers d'action et les champs d'influence est une autre question, tant elle fusionne, voire se confond avec les intérêts politiques de certains États. Le prisme religieux qui semble avoir amorcé un retour fulgurant ces quinze dernières années ne doit pas nous laisser penser que le croire avait totalement disparu dans un mouvement de négation idéologique, ou par simple voie de sécularisation. Il n'était tout simplement plus pris en compte par les radars internationaux, si ce n'est comme un levier de structuration géopolitique dans une opposition bipolaire classique, héritée de la guerre froide. Le religieux, en tant qu'idéologie de substitution à celles éprouvées, n'est pas qu'une force de résistance à l'expansion du communisme ou une réponse aux déceptions nées du libéralisme tant économique que culturel. Il se fonde dans la réalité complexe du théologico-politique.

DU RELIGIEUX AU FONDAMENTALISME. Les aspects du religieux en tant qu'identité collective sont mobilisés pour définir l'appartenance, au travers de l'adhésion aux dogmes, aux prescriptions et aux symboles religieux. Le passage de l'identitaire à l'idéologie s'est imposé aux religions,

d'abord, sous l'influence du nationalisme dans la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle jusqu'à devenir, à partir des années 1970, un outil au service de la lutte contre le communisme. La révolution iranienne de 1979 a produit un paradigme idéologique par lequel s'est institutionnalisé le fondamentalisme religieux comme facteur de structuration des relations internationales. On se souvient, par exemple, que c'est notamment pour faire écran à l'expansion communiste dans les régions pétrolifères du Golfe que l'islamisme d'un ayatollah Khomeini a été soutenu par les puissances occidentales. Pour Jean-François Colosimo, historien des religions, « reste, cependant, que le fondamentalisme musulman revêt une valeur paradigmatique que n'expliquent que partiellement son volume, son intensité ou encore les retards de son environnement socio-économique¹ ». Par fondamentalisme, il convient, ici, de comprendre un ultime mouvement de sécularisation par lequel le religieux sort de lui-même en se coupant de ses racines historiques, valorisant le littéralisme des écrits sacrés, imposant les prescriptions religieuses dans le champ sociopolitique par un prosélytisme agressif. C'est en ce sens que certains experts parlent volontiers, pour caractériser cette période, de « divinisation du fait social ».

Le fondamentalisme n'est, certes, pas l'apanage de l'islam. Le terme même, né dans le contexte de l'évangélisme américain au début du XX^e siècle, continue à s'imposer comme l'ap-



plication d'un projet théologico-politique, s'inspirant, à des degrés diversement appréciables selon les confessions religieuses, du musée symbolique des religions, du moins de leur rhétorique. Dans un rapport de prospective élaboré par le Conseil national du renseignement américain et publié en décembre 2012, le rôle de la religion, dans les quinze prochaines années, est considéré comme relevant avant tout de la conflictualité idéologique. Selon ce même rapport, le fait religieux, dans ce contexte d'habillage idéologique, est capable d'inspirer la définition « des normes pour la gouvernance en termes religieux et de mobiliser des adeptes sur des questions de justice sociale et économique au cours d'une période de bouleversement économique mondial. De même, elle est susceptible de soulever l'importance des idées et des croyances religieuses dans le domaine de la politique mondiale. Dans cette nouvelle ère, les idées, acteurs et institutions religieux seront probablement de plus en plus influents auprès des élites et de l'opinion mondiale ».

ENDIGUER L'AVANCÉE DE DAESH. L'urgence, pour les années à venir, est d'endiguer l'inquiétante avancée de Daesh dont le projet territorial et réticulaire est parfaitement assumé et maîtrisé. En effet, le poing armé du terrorisme religieux islamiste fondamentaliste ne cache pas son projet de domination d'une large zone géographique qui, selon sa propre rhétorique, n'entend pas s'arrêter aux portes de l'Europe. Aujourd'hui, la maîtrise des outils informatiques, les capacités de recrutement, les tactiques de communication, mais aussi d'extension du domaine de la lutte par le biais de franchises de la terreur font l'objet d'une stratégie globale où l'archaïsme du message est parfaitement soutenu par les outils de la modernité. Si al-Qaïda ne formait qu'un réseau terro-

“Le fondamentalisme n'est pas l'apanage de l'islam.”

riste, les prétentions étatiques de Daesh, tout en conservant la dimension réticulaire du premier, en font une menace particulièrement inquiétante. L'axe chiite allant de Téhéran à Damas, en passant par Bagdad, sera-t-il en mesure, avec le soutien de la communauté internationale, d'y faire face ? Il en va de la sauvegarde du pluralisme minoritaire de la région et en particulier des chrétiens d'Orient.

Laurent Fabius, en novembre 2013, alors ministre des Affaires étrangères, déclarait à propos des relations entre le fait religieux et la diplomatie : « Face à ces dérives, il me semble que nous devons, politiques et religieux, agir ensemble de manière responsable : aux personnalités religieuses de peser par leur autorité morale en faveur du dialogue, notamment par des prises de position communes, des médiations, du travail de terrain. Aux responsables politiques et diplomatiques de chercher sans relâche les formules politiques capables d'assurer une coexistence pacifique durable. » •

1. « Métamorphose du divin », *Le Débat*, n° 160, Gallimard, 2010.